

# Emmanuel Macron tente le poker citoyen

→ La République en Marche présente trois quarts de ses candidats aux législatives.

► Une grande place est faite à la société civile.

► Mais des places au chaud attendent encore la droite.

► Le Modem gronde.

PARIS  
DE NOTRE ENVOYÉE PERMANENTE

Le secrétaire général de La République en Marche, Richard Ferrand, avait promis de livrer ce jeudi les noms des 577 candidats aux prochaines législatives. Mission presque accomplie. Les nuits de travail ont été longues, expliquent, les yeux fatigués, les lieutenants d'Emmanuel Macron pour justifier qu'à l'arrivée, seuls trois quarts des noms des heureux élus aient été dévoilés. Mais l'afflux de milliers de candidatures « de dernière minute » n'explique bien sûr pas tout.

Si seules 428 circonscriptions ont été attribuées, c'est que les 149 restantes font encore l'objet de sérieux calculs politiques. Une certaine souplesse a été ménagée pour pouvoir accueillir dans les prochains jours ceux qui - singulièrement à droite - attendent un geste pour faire le pas. Mais le Modem de François Bayrou, lui, tonne déjà. Si le « big bang » est en marche, la déflagration ne se passe pas sans heurts...

## « Les citoyens au cœur »

La République en Marche met bien sûr en avant le verre aux trois quarts plein. Pour tenter de gagner une majorité absolue à

l'Assemblée, seule susceptible de donner à Emmanuel Macron les moyens de gouverner, le mouvement vante le profond renouvellement. « C'est le retour définitif des citoyens au cœur de notre vie politique », se félicite Richard Ferrand, le secrétaire général de La République en Marche. *Le processus de sélection a été d'une rigueur et d'une impartialité sans précédent sous la V<sup>e</sup> République*, poursuit-il en vantant les atouts de sa liste : 51 % des postulants n'ont jamais exercé de mandat, 95 % ne sont pas des députés sortants. Nonante-trois pour cent ont un métier. Et l'âge moyen des candidats est passablement rajeuni : 46 ans contre 60 ans aujourd'hui en moyenne pour les députés. Des éleveurs, des profs, des infirmières : des vraies gens ont été choisis pour voter les lois qui les concernent.

Parmi les recrues, quelques noms bien connus de la société civile : les anciens juges Eric Halphen et Laurence Vichnievsky, le mathématicien Cédric Villani. Mais aussi Gaspard Gantzer, le conseiller en communication de François Hollande.

Au passage, le cas épineux de Manuel Valls a été réglé (lire par ailleurs). L'ancien Premier ministre, actant la mort du PS, brigait l'investiture d'En Marche dans sa circonscription d'Evry, dans l'Essonne. Il ne sera pas investi mais n'aura pas non plus en face de lui de candidat du mouvement de Macron. Un cas unique ? Officiellement, oui. Eu égard à son statut d'ancien Premier ministre. Mais on notera qu'à gauche, les circonscriptions d'anciens ministres « macron-compatibles » ne sont pas non plus pourvues à ce stade : Stéphane Le Foll (porte-parole du gouvernement), Myriam El-

Khomri (ministre du Travail), Jean-Marie Le Guen (ministre

des Relations avec le Parlement), Marisol Touraine (ministre de la Santé) ont aussi la voie libre.

## Clins d'œil à droite

Côté élus sortants, c'est au PS que la moisson est la plus importante. Sans surprise, le député jusqu'alors socialiste Christophe Castaner est investi, de même que les écolo-réalistes François de Rugy et Barbara Pompili. Au total, ils sont 24 issus du parti à la rose à briguer leur réélection sous les couleurs du nouveau président.

Et au Modem ? Coup de théâtre. Quelques heures après la présentation de cette première liste, François Bayrou gronde : le compte n'y est pas, dit-il. « Je convoquerais un bureau politique du Modem vendredi en espérant qu'un mouvement de raison permette des investitures communes dans toutes les circonscriptions comme Emmanuel Macron et moi en sommes convenus depuis le premier jour de notre rencontre », dit Bayrou. Un proche de Macron décode : « François Bayrou exigeait un quart des circonscriptions parce qu'il estime être pour un quart dans la victoire de Macron », dit-il.

S'il reste quelque 150 circonscriptions qui ne sont pas encore attribuées, c'est que La Ré-

publique en Marche attend que le jeu se décanche. Et qu'à droite, les plus modérés fassent mouvement. Après la passation de pouvoir à l'Élysée, dimanche, le nom du nouveau Premier ministre sera connu lundi. Un Premier ministre qui a donc toutes les chances d'appartenir au centre droit. « C'est votre analyse », sourit le député Christophe Castaner, sans démentir. L'ancien ministre Xavier Bertrand décline. Le député-maire du Havre Edouard Philippe, proche d'Alain Juppé, lui, ne dit mot.

En attendant, les

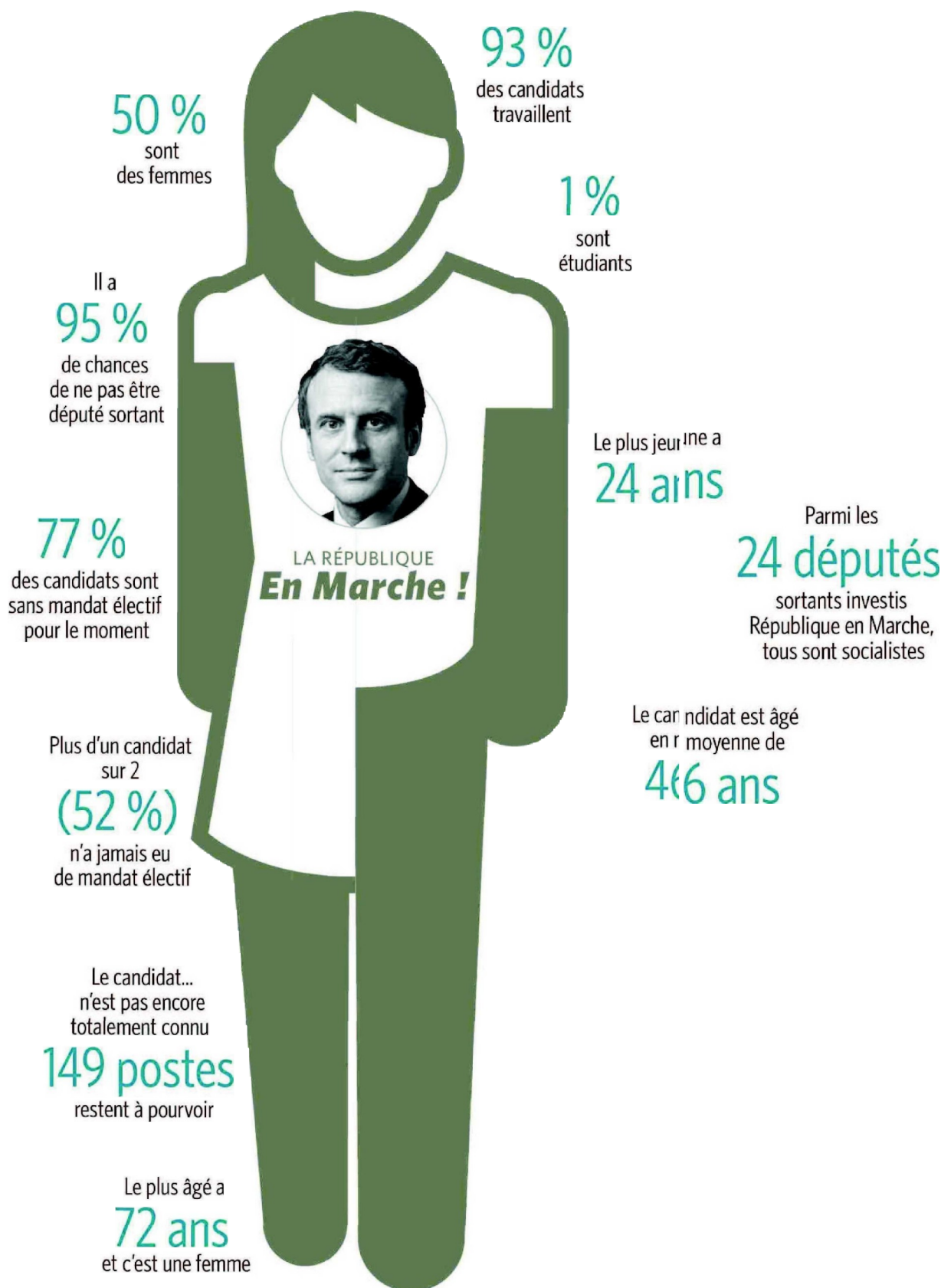
circonscriptions de quelques ténors de droite, comme Bruno Le Maire, Nathalie Kosciusko-Morizet, Thierry Solère (organisateur de la primaire de droite) ou Gilles Boyer (ancien directeur de campagne d'Alain Juppé) sont habilement gelées.

Le chef de file de la droite pour les législatives, François Baroin, tente d'éviter l'implosion.

Débaucher quelques-uns des siens ? « Ce serait de la politiciannerie », grince-t-il. Lui vise toujours une majorité de droite pour imposer la cohabitation. Même avec son puissant argument du renouvellement, le pari d'Emmanuel Macron n'est pas encore gagné. ■

JOËLLE MESKENS

## Le profil type du candidat de La République en Marche



# l'experte « Un renouvellement salutaire »

En annonçant que 52 % des investitures revenaient à des personnes issues de la société civile, Emmanuel Macron fait le pari du renouvellement pour les législatives. Une prise de risque qui peut s'avérer payante... ou l'empêcher de s'assurer une majorité, explique Mariette Sineau, politologue française et directrice de recherches au Centre de recherches politiques de sciences po.

## Assiste-t-on à un retour des citoyens dans la vie politique ?

On peut voir le verre à moitié vide ou à moitié plein. Toutes les investitures ne sont pas encore accordées. Mais si l'on se penche sur celles qui l'ont été, on peut dire que oui, la société civile est très bien représentée. Il y a un nombre invraisemblable de personnes investies qui n'ont jamais rempli de mandat. On a même l'impression que les professionnels de la politique ont disparu !

Donc ne boudons pas notre plaisir, autant de personnes issues de la société civile sur autant de circonscriptions : c'est du jamais vu. Maintenant, il reste encore 149 circonscriptions à attribuer. C'est une marge de manœuvre que Macron se réserve une fois le Premier ministre nommé pour investir un certain nombre de politiques issus du Modem, des Républicains... Mais cette volonté d'investir autant de personnes issues de la société civile représente une véritable prise de risque dans ce type de scrutin. Lors des législatives, les électeurs ont tendance à donner leur voix à quelqu'un en place, qu'ils connaissent. Cette logique rentre en contradiction avec la volonté de Macron d'investir des personnalités inconnues pour la majorité. La République en Marche va parier sur les dynamiques de la présidentielle, en mettant Macron sur les affiches.

## Le désir de renouvellement peut-il profiter à Macron pour les législatives ?

Il y a un très fort désir de renouvellement. Les électeurs se sont exprimés lors de la présidentielle en disqualifiant les candidats des deux partis de gouvernement. Toutes les enquêtes d'opinion nous montrent, depuis des années, ce désir des citoyens de voir des députés élus davantage à l'image de la France, des jeunes, des femmes, des personnes issues de la diversité. Macron fait ce pari dans un contexte où le renouvellement est déjà préprogrammé (de nouvelles règles sur le cumul des mandats interdisent notamment aux parlementaires d'être maire, mais aussi président de région ou de département, NDLR). On sait déjà que de nombreuses figures abandonnent leur mandat de parlementaire au profit de leur mairie.

## Ce renouvellement est-il seulement un effet d'annonce ?

Même quand les 149 investitures restantes seront connues, quand on fera la somme de la première et de la deuxième vague, on va arriver à un très fort renouvellement des investitures. C'est loin d'être des faux-semblants de la part d'Emmanuel Macron. Sa manière d'annoncer d'abord les inconnus issus de la société civile, c'est astucieux. Globalement, ce renouvellement est très salutaire. On avait une classe politique vieillissante à base de mâles dominants qui avaient une fâcheuse tendance à se faire réélire éternellement. La véritable démocratie : c'est la rotation des mandats et des fonctions. Reste maintenant à voir si les néophytes réussiront aussi bien que les vieux renards de la politique. ■

Propos recueillis par  
MARINE BUISSON

## P-A ANGLADE

### Au Benelux

Celui qui a mené la marche pendant près d'un an à Bruxelles rejoint la course aux législatives pour le Benelux. Emmanuel Macron a été comme une révélation pour ce Lorrain de 30 ans. Avant En Marche ! il n'avait jamais milité. Il n'avait même jamais eu de carte de parti. « J'ai toujours essayé de garder mes distances avec les partis parce que je ne m'y retrouvais pas. » Mais avec En Marche !, c'est différent. Très rapidement, Pierey-Alexandre Anglade prend les rênes du comité bruxellois. Il rencontre même le président élu à deux reprises. Aujourd'hui, son objectif : prendre à Philip Cordery (PS) le seul et unique siège pour cette circonscription sur les bancs de l'Assemblée nationale en

juin prochain.

C. BQ

## CÉDRIC VILLANI

### La star des maths

Le dandy français s'était ouvertement engagé auprès d'Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle. « Ni de gauche ni de droite », le mathématicien se dit « pro-européen convaincu ». En 2010, Cédric Villani était propulsé sur le devant de la scène grâce à l'obtention de la médaille Fields, l'équivalent du Nobel pour les mathématiques. Il est investi dans la cinquième circonscription de l'Essonne.

## GASPARD GANTZER

### A l'ENA avec Macron

L'homme s'est fait connaître en 2014, lorsqu'il est appelé par le président François Hollande à devenir son conseiller chargé des relations avec la presse, en

remplacement d'Aquillino Morelle. Il endosse également de poste de chef du pôle communication. Diplômé de sciences po, Gaspard Gantzer l'est aussi de l'ENA, où il a fait la connaissance de... Emmanuel Macron. Il sera candidat en Ille-et-Vilaine.

## FRANÇOIS DE RUGY

### L'écologiste

Député depuis 2007, coprésident du groupe écologiste de l'Assemblée nationale entre 2012 et 2015 puis en 2016, François de Rugy s'est fait connaître en participant en tant que président du parti écologiste à la primaire de la gauche, où il a présenté son projet « l'Ecologie au cœur de l'Europe ». D'abord écologiste, François de Rugy rejoint les rangs socialistes en 2016 avant d'être investi sous bannière LREM.

## DANS « ENVOYÉ SPÉCIAL »

## Macron : « J'aurais pu perdre la présidentielle à Whirlpool »

Encore un documentaire sur Emmanuel Macron. Un de plus. Dans « En marche vers l'Elysée », diffusé ce jeudi sur France 2, le président élu décrypte sa campagne, en temps réel. Pendant ces six mois sur le terrain, il a confié à Bertrand Delais ses sentiments à chaud, après chaque moment fort. Il revient, notamment, sur cette visite à Whirlpool (le 26 avril dernier). Il raconte pourquoi il a finalement décidé de se rendre sur le site à Amiens. « Moi-même je ne suis pas à l'aise d'être là », avoue-t-il. Pourtant, selon Emmanuel Macron, aller à la rencontre des délégués syndicaux a été une décision déterminante. « Si à ce moment-là je décide de ne pas aller à Whirlpool je perds la campagne du deuxième tour et je peux perdre la présidentielle ». De sa relation avec les médias, à son discours déchaîné au mois de décembre, le candidat de l'époque passe tout au crible. Mais le mot de la fin est donné à Macron, pour qui un président « ne peut plus être un homme normal ».

C. BQ

## LE CAS VALLS

### Pas d'investiture... ni d'opposant

Sa candidature « ne répondait pas aux critères ». Manuel Valls n'a pas été investi par La République en Marche (LREM) pour les prochaines législatives. Depuis trois jours, l'ancien

Premier ministre multipliait les appels du pied à Emmanuel Macron. Le président élu aurait lui-même tranché le cas Valls, décidant... de ne pas décider. Manuel Valls ne portera donc pas les couleurs de LREM, mais aucun candidat du mouvement de Macron ne sera opposé à lui dans sa circonscription

d'Every. Pas investi, mais protégé. Un compromis. Officiellement, on reproche à l'ancien Premier ministre de ne pas répondre au cri-tère de renouvellement imposé par le mouvement (il a déjà accompli au moins trois mandats de parlementaire). Officieusement, son cas était épineux. Incarnant

le quinquennat Hollande avec lequel Macron n'a jamais cessé d'essayer de rompre (sans le trahir, sacré numéro d'équilibriste), Valls ne jouit pas d'un capital sympathie élevé chez les électeurs. Mais pas question, selon Richard Ferrand, « d'humilier, rejeter ou d'être dans une vindicte ». Le but de LREM est de « rassembler

largement ». Si le secrétaire général affirme que le mouvement « n'offrira pas de passe-droit », force est de constater que Valls profite tout de même d'un traitement particulier. « Une singularité d'ancien Premier ministre » qu'il fallait prendre visiblement en compte.

M. BN